



Liberté • Égalité • Fraternité

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

PREFECTURE DE LA HAUTE-SAVOIE

63
- 8 JUIN 2010

DIRECTION DEPARTEMENTALE
DE LA PROTECTION DES POPULATIONS

Annecy, le 31 mai 2010

Service Protection de l'Environnement
Industriel et Agricole

LE PRÉFET DE LA HAUTE-SAVOIE
Chevalier de la Légion d'Honneur

Arrêté DDPP n° 2010.133

Mise en demeure
SARL Metal X à Publier

VU le Code de l'environnement, et notamment son article L514-1 ;

VU le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 modifié, relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans les régions et départements et notamment son article 43 ;

VU le décret du 24 juillet 2009 portant nomination de M. Jean-Luc VIDELAINE, Préfet, en qualité de Préfet de la Haute-Savoie ;

VU l'arrêté préfectoral n° 885 du 14 mai 1996 modifié autorisant la SARL METAL X à exploiter un atelier de traitement de surface situé au 645 route de la Dranse à Publier ;

VU l'arrêté préfectoral complémentaire n° 2009-3263 du 1er décembre 2009 remplaçant les prescriptions des arrêtés préfectoraux n°96-885 du 14 mai 1996, n° 2004-339 du 24 février 2004, n° 2004-435 du 02 mars 2004 et n° 2005-112 du 13 janvier 2005 ;

CONSIDERANT que les anomalies constatées par l'inspection des installations classées lors de sa visite d'inspection du 23 avril 2009 constituent autant d'inobservations des prescriptions édictées par l'arrêté préfectoral n° 885 du 14 mai 1996 modifié et reprises par l'arrêté préfectoral complémentaire n° 2009-3263 du 1er décembre 2009 ;

CONSIDERANT qu'il convient dès lors de faire application des dispositions prévues par l'article L 514-1 du code de l'environnement, et de mettre en demeure de satisfaire à cette obligation dans un délai déterminé ;

VU le rapport de l'inspecteur des installations classées en date du 20 avril 2010 ;

SUR la proposition de monsieur le secrétaire général de la préfecture,

ARRETE

Article 1 :

Dans un délai de trois mois, le gérant de la SARL METAL X est mis en demeure de respecter les dispositions des articles 5.1.9 et 6.1.2.6 de l'arrêté préfectoral n° 2009.3263 du 1er décembre 2009, notamment en mettant en œuvre les dispositions suivantes :

- procéder au premier des quatre prélèvements annuels dans les trois piézomètres (pour mémoire, deux en période de hautes eaux et deux en période de basses eaux), analyser les paramètres spécifiés à l'article 5.1.9.4 et transmettre les résultats à l'inspection des installations classées selon les dispositions de l'article 5.1.9.5 ;
- procéder sur les eaux résiduaires à une analyse trimestrielle par un laboratoire extérieur, analyser les paramètres spécifiés à l'article 6.1.2.5.1 et transmettre les résultats à l'inspection des installations classées ;
- transmettre à l'inspection des installations classées les résultats des analyses par un laboratoire extérieur réalisées en 2009 sur les eaux souterraines et les eaux résiduaires.

Article 2 :

Le coût des mesures mises en œuvre pour le respect des prescriptions de l'article 1 ci-dessus est à la charge de l'exploitant.

Article 3 :

En cas d'inobservation des dispositions fixées à l'article 1 ci-dessus, les sanctions prévues à l'article L.514-1 du Code de l'environnement pourront être appliquées sans préjudice de sanctions pénales.

Article 4 :

Le présent arrêté sera notifié au gérant de la S.A.R.L. METAL X.

Conformément à l'article L.514-6 du Code de l'environnement, la présente décision peut être déférée au tribunal administratif de Grenoble. Le délai de recours est de deux mois pour l'exploitant et commence à courir du jour où la présente décision a été notifiée.

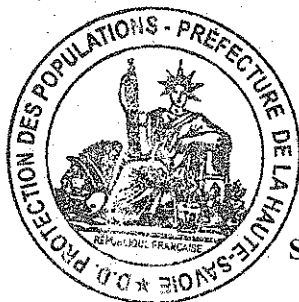
Article 5 :

Monsieur le secrétaire général de la préfecture de la Haute Savoie, Madame la directrice départementale de la protection des populations et monsieur le directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, dont une ampliation sera adressée à monsieur le maire de Publier.

POUR AMPLIATION

La chef de service

Michèle ASSOUS



Pour le Préfet,
Le secrétaire général,

Signé Jean-François RAFFY